

Un délai de trois mois a été donné aux commissions pour mener à bonne fin la mission qui leur est impartie. Celles-ci devront avoir fait parvenir le résultat de leurs travaux au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, par l'intermédiaire des préfets, avant le 30 novembre 1947. Mais je crois nécessaire de vous indiquer que la prochaine loi sur les loyers devant intervenir avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948, il y aurait intérêt à ce que les commissions accélèrent leurs travaux afin de pouvoir transmettre, avant la date limite qui leur est impartie, les résultats de leurs enquêtes. L'Assemblée nationale disposera ainsi d'un temps moins limité pour tirer les conclusions qui lui paraîtront s'imposer des travaux des commissions.

Il est à prévoir que, dans un certain nombre de cas, les commissions n'aboutiront pas tous aux mêmes conclusions, de telle sorte que l'avis de la majorité ne reflètera le point de vue que d'une partie des membres des commissions. Afin de permettre à l'administration centrale de recueillir des échos de toutes les opinions, les minorités des commissions pourront demander que soient annexés aux rapports adressés au ministre de la reconstruction et de l'urbanisme des rapports complémentaires établis par leurs membres.

Je crois utile de vous indiquer l'interprétation qui doit être donnée à l'avant-dernier alinéa de l'article 7 de la loi du 30 juillet 1947, qui dispose que chaque commission devra convoquer obligatoirement les maires des communes intéressées.

Cette convocation ne devra intervenir qu'après que les commissions auront choisi les localités dans lesquelles elles procéderont, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi susvisée, à une enquête sur les loyers actuels et futurs.

Le décret qui sera pris en application de l'article 8 de la loi du 30 juillet 1947 donnera, à cet égard, aux commissions, toutes précisions utiles sur le choix des localités susvisées.

JEAN LESTOURNEAU.

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES ARTS ET DES LETTRES

**Décret n° 47-1546 du 14 août 1947 portant organisation du service des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire en Algérie.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre de la jeunesse, des arts et des lettres, du ministre des finances et du ministre de l'intérieur;

Vu les décrets du 23 août 1898, 23 octobre 1934 et 21 février 1936, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie;

Vu le décret du 27 novembre 1944 portant création de la direction générale de l'éducation nationale en Algérie, modifié par le décret du 30 mai 1945;

Vu le décret n° 45-2386 du 17 octobre 1945 portant organisation de l'inspection des mouvements de jeunesse et d'éducation physique populaire;

Vu le décret n° 45-2387 du 17 octobre 1945 portant organisation des centres d'éducation populaire;

Vu le décret n° 45-2388 du 17 octobre 1945 modifié par le décret 45-2478 du 18 octobre 1945 fixant les traitements des fonctionnaires des services extérieurs de la direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire,

Décrète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions des articles 4, 5, 6 et 8 du décret n° 45-2386 du 17 octobre 1945 et des articles 1 et 3 du décret n° 45-2387 du 17 octobre 1945, sont applicables au service des mouvements de la jeunesse et d'éducation populaire créé auprès de la direction générale de l'éducation nationale en Algérie.

Les nominations et mutations sont prononcées par arrêté du ministre de la jeunesse, des arts et des lettres et du ministre de l'éducation nationale sur la proposition du recteur, directeur général de l'éducation nationale en Algérie.

Art. 2. — Les fonctionnaires du service des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire en Algérie sont classés dans les échelles de traitements, fixées par les décrets n° 45-2388 du 17 octobre 1945 et 45-2478 du 18 octobre 1945. Ce personnel est rémunéré sur les crédits ouverts au budget de l'Algérie.

Art. 3. — L'application des dispositions qui précèdent ne devra entraîner aucune création d'emploi. Un arrêté gubernatorial pris après avis conforme du ministre de la jeunesse, des arts et des lettres, du ministre de l'éducation nationale, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances fixera les cadres du personnel du service des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire en Algérie et déterminera les conditions d'intégration des personnels actuellement en fonction dans les cadres ainsi constitués.

Art. 4. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 5. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre de la jeunesse, des arts et des lettres, le ministre des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Paris, le 14 août 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la jeunesse,  
des arts et des lettres,  
PIERRE BOURDAN.

Le ministre de l'intérieur,  
EDOUARD DEPREUX.

Le ministre des finances,  
SCHUMAN.

Le ministre de l'éducation nationale,  
M.-E. NAEGELEIN.

## MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

**Décret n° 47-1547 du 13 août 1947 portant attribution d'une prime de technicité aux agents de maîtrise du cadre spécial des ateliers de prothèse et d'orthopédie des centres d'appareillage.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements des fonction-

naires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires et notamment l'article 7;

Vu le décret validé du 9 décembre 1943 portant classification des agents de maîtrise du cadre spécial des ateliers de prothèse et d'orthopédie des centres d'appareillage dans les échelles de traitement prévues par la loi du 3 août 1943;

Vu le décret n° 45-845 du 27 avril 1945 portant révision des traitements des agents de maîtrise du cadre spécial des ateliers de prothèse et d'orthopédie des centres d'appareillage;

Vu le décret n° 45-2261 du 4 octobre 1945 fixant en dernier lieu le salaire des agents de maîtrise auxiliaires des ateliers de prothèse et d'orthopédie des centres d'appareillage;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est institué une prime de technicité en faveur des agents de maîtrise des ateliers de prothèse et d'orthopédie des centres d'appareillage.

Peuvent bénéficier de cette prime les agents de maîtrise du cadre spécial et les agents de maîtrise auxiliaires.

Art. 2. — La prime de technicité est allouée aux agents visés à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, dans la limite d'un maximum annuel de 12.000 francs, sans que la dépense puisse excéder celle qui résulterait de l'application d'un taux moyen de 6.000 francs. Ces primes sont payables mensuellement à terme échu.

Art. 3. — Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, dont les dispositions prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, et qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 août 1947.

PAUL RAMADIER.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des anciens combattants  
et victimes de guerre,  
FRANÇOIS MITTERRAND.

Le ministre des finances,  
SCHUMAN.

**Décret n° 47-1548 du 13 août 1947 complétant le décret du 10 juillet 1930 portant statut des agents de maîtrise du cadre spécial des ateliers de prothèse et d'orthopédie des centres d'appareillage.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de guerre et du ministre des finances,

Vu le décret du 31 janvier 1929 fixant le statut des agents de maîtrise des établissements militaires;

Vu le décret du 10 juillet 1930 fixant le statut des agents de maîtrise du cadre spécial des ateliers de prothèse et d'orthopédie des centres d'appareillage, et notamment l'article 5;

Vu le décret n° 46-1159 du 22 mai 1946 modifiant les décrets du 31 janvier 1929 et du 16 octobre 1929 fixant le statut des agents de maîtrise des établissements militaires,

Le conseil des ministres entendu,  
(Supplément. — Fin.)